



LES GUERRES DE TCHETCHENIE

Facteurs et révélateurs de changement dans les relations entre armées, pouvoir et nation

**Mémoire de géopolitique
du commandant Alain BOULLET
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique de la Russie et de son environnement »**

Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON

Chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

Avril 2002

*Les guerres de Tchétchénie :
facteurs et révélateurs de changement dans les
relations entre armées, pouvoir et nation.*

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : COMPARAISON DES DEUX CONFLITS

Au plan des motivations d'engagement

En terme de rapports de forces

Dans la conduite des opérations

SECONDE PARTIE : IMPACTS DES CONFLITS RUSSO-TCHETCHENES

Contexte général

Les conflits en Tchétchénie, prétextes à un verrouillage de l'information

Imbrication des deux conflits et des relations armée-pouvoir

La société civile russe au secours de la population tchétchène ?

INTRODUCTION

Le 31 août 1996 sont signés au Daghestan, sous l'égide de l'OSCE¹, par le Général Lebed, alors à la tête du conseil de sécurité de la fédération de Russie, et le représentant du peuple tchéchène Aslan Maskhadov², les accords de Khassaviourt. Ces accords sont le prélude à la fin d'un conflit qualifié d'opérations de maintien de l'ordre par le gouvernement de la Fédération de Russie mais qui aura, de décembre 1994 à août 1996, certainement décimé plus de 80 000³ tchéchènes et russes, dont bon nombre de civils. Signés à contrecœur par la partie russe⁴ pour éviter que ce conflit ne charrie un nouveau flot de victimes et devant l'impasse de la solution armée, cet accord, qui prévoit, outre un retrait des troupes russes, une véritable accession à l'autonomie de cette petite république caucasienne à l'horizon 2001, porte en fait en germe une partie des causes du déclenchement du second conflit. Ce dernier éclate en août 1999 et, au terme de bientôt trois ans, environ 300 000 réfugiés et de nombreuses nouvelles victimes, est aujourd'hui loin d'avoir permis de rétablir une situation normale, contrairement à ce que tentent de faire croire les annonces récentes dans ce sens du gouvernement russe.

Dans la vulgate de l'opinion internationale et même au sein de la population russe, ces conflits ressortissent d'une fatalité indépassable liée à la nature profondément anti-russe et intrinsèquement violente d'un peuple de bandits sans foi ni loi devenus de surcroît largement perméables aux thèses des terroristes islamistes. Tout cela n'est pas totalement faux mais se révèle bien sûr trop caricatural à l'épreuve d'une étude des faits plus approfondie.

En effet, toute l'histoire, la géographie (cf. cartes 1 et 1 bis en annexe) et la physionomie de la Tchétchénie en font une région complexe tour à tour opposée au peuple russe ou subissant son joug.

La tradition de résistance de ce peuple de montagnards caucasiens, qui pratique un islam soufi et dont la société est, encore aujourd'hui, réglée par des principes claniques très profondément enracinés, remonte au XVIIIe siècle lorsque Cheikh Mansour choisit, sur la base religieuse de l'islam, de rassembler les peuples

¹ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

² Ancien colonel de l'armée soviétique, il est alors premier ministre du gouvernement tchéchène et sera élu démocratiquement président de cette même république en janvier 1997.

³ Chiffres cités par RAMONET Ignacio, « Tchétchénie », *Le monde diplomatique*, février 2000

montagnards du Caucase dans une résistance aux troupes russes. En 1859, avec la chute de l'imamat du chef religieux Chamil, cette valeureuse opposition à la progression russe sera la dernière du Caucase à être défaite par le Tsar. Sous la férule de ce dernier et dans la lignée de la société théocratique qu'avait instaurée Chamil, la société tchétchène restera féodale jusqu'à la révolution bolchevique de 1917. Celle-ci n'aura pas grand impact sur la société tchétchène. Néanmoins jusqu'en 1944, il s'agit d'une période troublée qui voit se faire et se défaire de nombreuses et parfois surprenantes alliances⁵. Dès février 1943, probablement pour les punir des vastes soulèvements anti-communistes débutés en 1932 et des actes de collaboration avec les Allemands, Staline décide de faire s'abattre une répression démesurée et impitoyable sur le peuple tchétchène puis organise des déportations massives⁶ vers les steppes du Kazakhstan et de la Kirghizie. Cet exil de la presque totalité de la population tchétchène durera jusqu'en janvier 1957 et verra leur république disparaître et colonisée par des Russes et des Géorgiens.

Ainsi ce long passé de massacres et de soulèvements constitue une source de ressentiments très vifs envers les Russes et explique comment les indépendantistes et leur leader Djokhar Doudaïev, aidés en cela par l'effondrement du bloc soviétique et les déclarations à l'emporte-pièce de Boris Eltsine⁷, en viennent, le 27 novembre 1991, à déclarer l'indépendance de la Tchétchénie.

Ce bref historique permet de comprendre que ce pays a toujours constitué une épine dans le pied du colosse russe et que ce dernier a toujours considéré que la solution des problèmes qui lui sont liés est un atout dans son jeu pour asseoir son pouvoir sur le Caucase.

C'est à travers le prisme de ces rapports complexes, mais aussi au travers de celui de la société russe elle-même que nous allons analyser les deux conflits russo-tchétchènes.

Ceux-ci semblent comporter de nombreuses différences telles que :

- le contexte politique pré existant avant chaque conflit,

⁴ Le Général Lebed aurait confié qu'il « signait de la main droite et pensait en même temps qu'il fallait élever le plus rapidement possible 50 000 chiens-loups pour laver la honte de cette humiliation ».

⁵ Ainsi voit-on la première tentative d'indépendance de la part des partisans du Tsar réfugiés dans le Caucase avec la proclamation de la République montagnarde du Nord Caucase puis, après la reprise en main des bolcheviques, l'instauration de la République autonome Tchétchéno Ingouche.

⁶ près de 500 000 tchétchènes et Ingouches furent ainsi transportés fin février 1944 en 177 convois ferroviaires. Ces déportations furent assorties d'atrocités commises par le NKVD.

⁷ En 1991, dans son conflit avec M. Gorbatchev, B. Eltsine avait encouragé les pouvoirs régionaux à prendre « tout le pouvoir qu'ils pourraient digérer ».

- l'état des forces armées s'y engageant,
- la mise en œuvre de ces dernières sur le terrain,
- ou encore le traitement fait par les médias et le soutien de l'opinion publique.

Néanmoins, si ces différences existent, elles ne sont pas si profondes qu'elles pourraient paraître et, en dépit de celles-ci, ces deux guerres sont en fait très similaires. En effet, dans les deux cas, les motivations d'engagement sont largement empreintes de manœuvres politiciennes, les techniques employées au cours des opérations font peu de cas des populations civiles et les répercussions sur la société russe sont indéniables.

Ainsi, après avoir comparé les deux conflits et analysé les différences qui les distinguent, nous nous attacherons à décrire l'impact que ces guerres russo-tchéchènes ont eu - et ont encore - sur la société russe dans son ensemble.



I PREMIÈRE PARTIE : COMPARAISON ENTRE LES DEUX CONFLITS

De nombreux observateurs et analystes s'accordent à dire que les deux guerres de Tchétchénie présentent des différences marquées. Rentrons dans le détail de ces différences sous l'angle des motivations d'engagement, des rapports de force puis de la conduite des opérations.

I.1 MOTIVATIONS D'ENGAGEMENT :

I.1.1 Au plan sécuritaire :

Avant le déclenchement du premier conflit, de 1991 à 1994, la situation est indéniablement trouble et les risques de guerre civile sont bien réels en Tchétchénie. Ainsi, les structures particulières de la société (poids dominant du clanisme militaire), d'autres facteurs comme les effets de la privatisation (dont chacun essaye de bénéficier) et le potentiel militaire laissé sur place lors du démantèlement de l'armée soviétique, se combinent pour exacerber les tensions entre de nombreux hommes politiques avides de pouvoir. La sécurité intérieure est donc perturbée mais pas au point de faire peser de menace suffisamment grave pour déclencher une guerre aussi

brutale. En effet, Moscou semble même « tirer les ficelles » : utilisation, par exemple, de troupes tchéchènes pour déstabiliser le Caucase en aidant les velléités irrédentistes de l'Abkhazie, alliances avec certains hommes politiques tchéchènes comme Doudaïev lui-même. D'autre part, si la criminalité existe en Tchétchénie à cette époque, elle est loin d'atteindre le taux de certaines régions, comme à Moscou par exemple (cf. carte 2 en annexe). On peut donc raisonnablement affirmer que le prétexte sécuritaire ne constitue pas un réel motif d'engagement de ce premier conflit.

Cela est moins vrai en ce qui concerne le second. Sur ce plan, le contexte est, au cours de la période 1997 à 1999, en effet beaucoup plus trouble. La Tchétchénie se transforme progressivement en « entité chaotique ingouvernable »⁸. L'union sacrée des Tchétchènes qui leur avait permis de maîtriser les Russes au cours du premier conflit se délite, en partie à cause de l'impuissance d'A. Maskhadov de reconstruire un pays soumis à un véritable blocus territorial par les forces russes.

D'autre part, les déshérités se montrent particulièrement vulnérables au discours des missionnaires wahhabites venus d'Arabie saoudite, avec des moyens considérables, prêcher un islam intégriste. Des fiefs islamistes, où l'on voit bientôt s'instaurer la loi coranique (charia) contre la volonté de nombreuses familles, se constituent dans le pays. L'aboutissement de cette logique sera d'ailleurs le point de départ de ce second conflit, lorsque le leader islamiste Chamil Bassaïev et son allié arabe « Emir » Katthab conduisent en août et septembre 1999 des raids sur le Daghestan afin d'aider leurs coreligionnaires islamistes à se libérer de Moscou et à établir un « État islamique ».

Les mafias et le banditisme, profitant de ces désordres, prolifèrent alors et une véritable économie de rapine et de brigandage se met en place : pillages, contrebandes de toutes sortes (dont la drogue, comme le montre la carte 3 de l'annexe) et surtout ce qui deviendra une grande spécialité tchéchène, enlèvements contre rançon, se multiplient.

Enfin, une vague d'attentats à l'explosif perpétrés au début de l'automne dans plusieurs villes de la fédération, dont Moscou, fera près de 300 victimes civiles et seront rapidement imputés aux terroristes tchéchènes noyautés par les islamistes. Bien qu'il n'ait encore aujourd'hui pas été prouvé⁹ que les auteurs de ces atrocités

⁸ RAMONET Ignacio, « Tchétchénie », *op. cit.*

⁹ Ces attentats n'ont jamais été revendiqués par aucun leader indépendantiste tchéchène. De plus, de nombreux analystes vont même jusqu'à avancer qu'ils auraient été fomentés par le FSB lui-même afin de consolider la légitimité de l'action militaire.

soient bien tchéchènes, il est clair que ces actes auront constitué une des principales motivations d'engagement au plan sécuritaire¹⁰ du fait du fort sentiment d'insécurité qu'elles ont engendré parmi la population.

Ainsi, la motivation sécuritaire est indéniable dans l'engagement de 1999 et correspond même à une forte demande en ce sens d'une grande partie de la population russe, de Tchétchénie d'abord, mais aussi de l'ensemble de la fédération.

Il s'agit là d'une différence assez marquée entre les deux conflits.

I.1.2 Au plan géostratégique :

En 1994, alors que la situation s'aggrave dans la république tchéchène et que les alliances se font et se défont, les visées géostratégiques mises en œuvre par Boris Eltsine et son entourage, si elles existent, apparaissent extrêmement obscures jusqu'à la décision d'intervenir. À ce moment, il apparaît alors clairement qu'une prise de conscience de la gravité du précédent que risque de créer la sécession tchéchène pour la Russie, s'opère au sein du pouvoir à Moscou. La peur de voir basculer dans l'indépendantisme d'autres républiques fédérées - et ceci même si la Tchétchénie n'est alors pas seule à naviguer dans un vide juridique non reconnu par la communauté internationale¹¹ - alliée au souhait d'éviter de voir s'éroder la puissance russe dans le Caucase à l'épreuve de son immobilisme, décident donc certainement le gouvernement à intervenir.

En 1999, cette peur d'un effet « domino » sur les républiques transcaucasiennes est encore au nombre des motivations géopolitiques. Mais il convient de rajouter à cela, sans toutefois en exagérer l'influence, des motivations liées au transport du pétrole de la mer Caspienne. En effet, un certain nombre d'accords ou projets concernant le transport du pétrole dont seraient écartés les Russes voient le jour à partir du printemps 1999 (cf. carte 4 en annexe) :

- En avril, tout d'abord, l'ouverture de l'oléoduc Bakou – Soupsa avec la bénédiction occidentale, oléoduc qui traverse le Caucase en évitant soigneusement le territoire de la fédération, met fin à l'hégémonie russe sur l'exportation des hydrocarbures de la mer Caspienne.

¹⁰ Il est aujourd'hui prouvé que les affiches de recherche de coupables aussitôt placardées à Moscou montraient pour certaines d'entre elles des visages de criminels au type caucasien morts une dizaine d'années avant les attentats.

¹¹ Il en est alors de même pour l'Abkhazie, l'Ossétie du sud, la Transdnestrie, ...

- A la même période, l'oléoduc passant par la voie russe et reliant Bakou à Novorossisk fait l'objet, dès son ouverture, d'attaques en territoire tchétchène au point de nécessiter sa fermeture momentanée.
- Les États-Unis soutiennent activement un projet d'Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, projet dit MEP¹², qui vise clairement à réduire la dépendance des pays producteurs vis-à-vis de la Russie. Cette dernière ressent cela comme un camouflet géopolitique annonciateur d'une grave perte d'influence dans le Caucase, d'autant que ces nouveaux oléoducs se verraient placés sous la protection de l'OTAN.

Face à cette marginalisation envers la manne que représente le transport du pétrole et la probable redistribution des cartes géopolitiques qui en découlerait, il n'est pas improbable que la Russie fasse de la reconquête de la Tchétchénie une priorité au plan géostratégique.

I.1.3 Au plan militaire :

A l'orée du premier conflit il n'existe, au plan militaire, pas de raison fondamentale de s'engager. Bien au contraire, le syndrome afghan, encore bien présent dans les esprits, et l'état lamentable des forces armées dont la nécessaire reconstruction est désespérément en panne (pour des raisons que nous expliquerons plus loin) sont des facteurs dont sont conscients la plupart des responsables militaires et qui placent clairement ces derniers dans le camp de l'opposition à toute intervention. Dans le camp des « pour » se place néanmoins un militaire de tout premier plan, puisqu'il s'agit rien moins que de Pavel Gratchev alors ministre de la Défense. Décrié et fortement soupçonné de corruption¹³, son engagement en faveur d'un règlement militaire de la crise tient de calculs politiques autant que du souhait d'éviter que les forces armées russes ne finissent par être supplantées par diverses autres entités militaires (forces du Ministère de l'Intérieur en particulier) en leur rendant une crédibilité opérationnelle, phénomène dont beaucoup de cadres de l'institution le tiennent pour responsable. Très influent auprès de B. Eltsine à qui il promet un règlement rapide du problème¹⁴, c'est son avis qui sera entendu et suivi.

¹² Great Means Export Pipeline

¹³ Il est alors surnommé « Pacha Mercedes ».

En 1999, au contraire du premier conflit et suite aux accords de Khassaviourt dont il est fait mention en introduction et qui symbolisent l'incapacité des forces fédérales à réduire la république indépendantiste lors du premier conflit, il existe un quasi-consensus des responsables militaires autour d'une volonté très forte de prendre leur revanche. Cette volonté est confortée par le sentiment que l'armée fédérale est en meilleur état, que les leçons de la première guerre sont tirées et que les combattants tchétchènes sont moins bien équipés et organisés qu'en 1994.

Ainsi, cette farouche envie d'effacer le camouflet que constitue la signature de ces accords aura certainement pesé très lourdement dans la décision d'engager les forces armées dans un second conflit et il est incontestable que les motivations d'engagement sont, au plan militaire, bien plus fortes qu'en 1994.

Il s'agit là encore d'une différence fondamentale entre les deux conflits.

I.1.4 Au plan politique :

En étudiant les motivations d'engagement au plan politique, nous entrons, à mon sens, dans ce qui constitue les véritables raisons du déclenchement de ces deux guerres.

En 1994, comme on le montrera plus loin, les institutions politiques russes, loin de constituer un État démocratique moderne, organisent le pouvoir autour d'un président dont le comportement n'est pas sans rappeler celui pratiqué dans les cours de l'Ancien Régime¹⁵. Les modes de décisions sont de ce fait plus dépendants de leur conséquence en terme d'obéissance au pouvoir en place qu'en terme d'efficacité et de sagesse. Ainsi, il semble clair que l'engagement militaire découle de la volonté unique de B. Eltsine et de son entourage (dont P. Gratchev) de résoudre leur problème interne de survie politique.

Une coïncidence troublante vient en outre renforcer ce sentiment : la privatisation des raffineries de Groznyï est annoncée en juillet 1994 à la bourse de Moscou et il n'est alors pas question de laisser penser que le privatiseur n'aurait pas de contrôle réel sur son bien et donc sur la politique intérieure en Tchétchénie.

¹⁴ A de nombreuses reprises, il avait déclaré qu' « un régiment de parachutistes serait suffisant pour régler la question », cité par SAPIR Jacques, *Le chaos russe*, Paris, La découverte, 1996, p. 201.

¹⁵ *Ibid*, p. 196

En 1999, la position de B. Eltsine est encore plus fragile : depuis le mois de mai, la Douma tente de voter sa destitution afin de pouvoir laisser la justice mener ses investigations dans de nombreuses affaires de malversations liées au « clan » Eltsine (en particulier celles concernant les détournements des fonds du FMI¹⁶). Relancer la guerre revient à donner à Vladimir Poutine, alors proche d'Eltsine et qui vient d'être nommé Premier ministre, une crédibilité politique suffisante pour gagner les élections présidentielles qui sont alors prévues pour juin 2000 et prendre la succession programmée de B. Eltsine. En effet, V. Poutine s'est prononcé clairement en faveur d'une position de grande fermeté à l'égard des indépendantistes tchéchènes, allant même jusqu'à tenir des propos particulièrement durs dans la bouche d'un homme politique¹⁷ et il passe de plus en plus aux yeux de la population comme l'homme de la situation vis-à-vis du problème tchéchène. Or c'est effectivement ce scénario qui se déroulera, B. Eltsine donnant sa démission dès qu'il aura l'assurance que V. Poutine ne peut que remporter ces élections et lui permettant ainsi d'assurer la présidence par intérim. La confirmation de cette manœuvre politique viendra rapidement, puisqu'un des premiers actes du président Poutine consistera à signer un décret garantissant l'immunité de B. Eltsine et le mettant à l'abri de toute poursuite judiciaire, et que V. Poutine, au terme d'élections par ailleurs parfaitement régulières, accédera effectivement à la présidence de la fédération lors de ces élections dont la date aura finalement été avancée au 26 mars 2000. On peut donc considérer que cette instrumentalisation du problème tchéchène à des fins politiques, au profit d'un homme et de son entourage, a fait la part belle aux tenants d'une intervention musclée dans le Caucase et a constitué une motivation majeure d'engagement. La volonté d'intervenir est d'ailleurs sans doute largement antérieure à l'automne 1999 puisque dès fin 1998 on constate une nette accélération de la production dans certaines entreprises de défense qui a profité en grande partie à l'effort de guerre.

Ainsi, on le voit dans les deux cas, les causes qui ont conduit à une intervention des forces armées russes en Tchétchénie - et ceci dans les deux conflits - sont nombreuses et complexes et, sans prétendre être capable de les classer sans erreur par ordre de priorité, il semble clair que les motivations sécuritaires, sans les occulter,

¹⁶ Le Fonds monétaire international dispense ses largesses en Russie depuis l'accession au pouvoir de B. Eltsine et est accusé d'un certain laxisme dans le contrôle qu'il est censé exercer sur l'utilisation des fonds consentis dont on subodore un détournement par les proches de B. Eltsine.

¹⁷ V. Poutine aurait déclaré qu' « il poursuivrait [les terroristes tchéchènes] jusque dans les chiottes ».

se retrouvent derrière les raisons d'État, alors confondues avec les besoins de B. Eltsine et de son entourage.

On peut donc établir que, sur le chapitre des motivations d'engagement et sans nier la situation plus trouble de l'avant second conflit, les deux guerres russo-tchétchènes présentent certaines similitudes. Voyons ce qu'il en est en terme de rapport de force.

I.2 RAPPORTS DE FORCE :

Il s'agit dans ce chapitre d'analyser les forces en présence sous l'angle de la préparation, des hommes et des équipements puis de l'organisation.

I.2.1 Préparation des forces :

En 1994, en partie à cause de la thèse défendue par P. Gratchev selon laquelle la menace d'une intervention militaire de grande ampleur en Tchétchénie suffirait à faire plier cette dernière, les forces fédérales font état d'impréparation flagrante. Aucun plan d'action détaillé n'est élaboré et surtout nombre de jeunes conscrits seront envoyés sur le terrain sans avoir subi d'entraînement préalable. La décision finale de déploiement des forces prise par B. Eltsine semble l'avoir été une semaine seulement avant la date choisie pour l'intervention¹⁸. D'autre part, les conditions psychologiques permettant une réelle motivation des combattants ne sont pas réunies car les relations entre le pouvoir et l'armée ne sont pas bonnes et l'opinion publique est loin de soutenir l'intervention. Enfin, les budgets militaires sont essentiellement tournés vers le fonctionnement, soit environ 70% du budget (consacrés en grande partie à l'accompagnement social des militaires démobilisés), contre 30% pour l'équipement et l'entraînement¹⁹. Cette répartition constitue une exacte inversion par rapport à la période communiste.

Les forces tchétchènes quant à elles, faute d'être parfaitement entraînées, sont fortes d'une longue tradition de résistance, connaissent beaucoup mieux le terrain et sont extrêmement motivées. N'oublions pas qu'il s'agit pour ces dernières d'une nouvelle guerre de libération vis-à-vis de l'opresseur russe.

En 1999, contrairement au premier conflit et comme indiqué supra, la décision d'intervenir est certainement largement antérieure aux troubles l'ayant officiellement motivée, puisque la débâcle de 1996 portait en germe la volonté d'une revanche. Ainsi, tirant les leçons des échecs de la première guerre, les forces fédérales sont plus et mieux entraînées. Seuls les conscrits ayant passé au moins douze mois sous les drapeaux peuvent être envoyés au combat, bénéficiant par conséquent d'une période d'entraînement nettement supérieure à celle qui leur avait été accordée lors de la première guerre. Les formations venues d'autres régions militaires que celle du

¹⁸ P. Gratchev lui-même, cité dans *Komsomolskaja Pravda*, 28 juillet 1995, p. 4.

Caucase Nord sont passées, en général, par une phase d'entraînement spécifique dans leur région d'appartenance prolongée par un programme intensif lors de leur arrivée dans la zone des opérations²⁰. Les réformes engagées depuis 1996 font porter l'effort sur la préparation à des opérations militaires du type de celles de la première guerre. Ainsi la région Caucase Nord devient « région-pilote » et l'accent est mis clairement sur la mobilité et les unités pouvant mener le combat sur le théâtre tchéchène²¹ ainsi que sur l'interopérabilité entre les forces issues des différents ministères et qui ont participé à la première guerre.

A cette volonté de préparer les forces, clairement affichée dans les orientations de la nouvelle doctrine, s'ajoutent de bien meilleures conditions psychologiques pour les combattants de la fédération car l'intervention bénéficie cette fois-ci d'un fort soutien de la population, d'un climat politico-militaire plus serein et d'une légitimité conférée par les attentats perpétrés sur le sol russe (même si ceux-ci ont été largement instrumentalisés à cette fin).

Les forces adverses quant à elles, fortes de leur tradition de résistance, sont certainement au même niveau de préparation qu'en 1994. Le fait nouveau est qu'elles sont cette fois-ci renforcées par des combattants islamistes étrangers bien entraînés. Certes, il serait aventureux d'avancer l'origine exacte et le nombre de ces derniers, de même que la localisation des camps d'entraînement d'où ils proviennent. Il est, par conséquent, difficile d'évaluer leur « valeur ajoutée » dans le niveau de préparation des troupes de la résistance tchéchène, mais il est certain que leur motivation – et l'actualité récente nous le démontre – est indéfectible.

Ce niveau de préparation des forces nettement plus favorable aux forces russes lors du début du second conflit est une différence majeure entre les deux guerres.

I.2.2 Hommes, équipements :

¹⁹ FACON Isabelle, « La seconde guerre de Tchétchénie », *Annuaire français des relations internationales*, Vol. II, 2001, p. 789.

²⁰ *Ibid*, p. 797.

Le nombre ainsi que la composition exacte des forces en présence sont évidemment difficiles à obtenir. Résumons toutefois ici les quelques estimations pouvant être considérées comme fiables.

En 1994, tout d'abord : les forces russes engagent péniblement 25 000 hommes au début du conflit. Ce nombre n'excédera jamais 45 000 même au plus fort de l'action militaire²². Il faut toutefois considérer cela comme un assez bon résultat compte tenu du contexte de désorganisation des forces armées de l'époque. Au plan qualitatif, un grand nombre de jeunes recrues est envoyé au front et plusieurs ministères ou organismes participent à l'envoi de troupes (ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur, garde présidentielle, FSB et FAPSI²³). Concernant les matériels, prélevés au sein d'une armée rouge en pleine déconfiture, bien que très sophistiqués (chars, artillerie, aviation de combat, ...), ils sont en nombre assez limité, obsolètes et peu opérationnels du fait d'un entretien défectueux lié au manque d'entraînement des personnels.

En face, les Tchétchènes alignent des forces composées de la garde nationale, de la garde présidentielle et de la police et leur nombre ne dépasse pas 2 à 3000 hommes. Cependant, le nombre total de combattants tchétchènes aux côtés du président Doudaïev peut monter à environ 7000 hommes. Ces combattants, bien qu'agissant rarement ensemble puisqu'ils se réfugient périodiquement dans leurs villages, sont toutefois soudés par une certaine communauté de pensée tournée vers la résistance à l'envahisseur.

Ces troupes sont en outre bien équipées (dont quelques rares moyens aériens²⁴ et matériels lourds) car l'armée rouge en se retirant a laissé une grande partie de ses équipements et ceux-ci sont bien servis par des hommes souvent eux-mêmes anciens de l'armée russe²⁵ connaissant bien les matériels soviétiques.

²¹ L'entraînement de l'infanterie et des unités aéroportées s'orientent vers le combat en terrain montagneux, forestier et urbain, *ibid.*

²² FELGENGAUER Pavel, cité par FACON Isabelle, « La seconde guerre de Tchétchénie », *op. cit.*, p.795

²³ Avec des unités chargées du renseignement et dépendant des organes de sécurité comme le FSB et la FAPSI issues du démantèlement de l'ex KGB.

²⁴ Les aéronefs laissés sur place par les forces russes sont des MIG 17 et des avions d'entraînement à réaction L 29 et L 39, mais les hommes de Doudaïev ne pourront jamais les engager dans le conflit. Informations tirées de EVANS Robert, « Russian Air Power in the Second Chechen War », US Air Force, <http://www.calldbpub.leavenworth.army.mil>.

²⁵ Données citées par BRUNOT P. et AVIOUTSKII V., « La Tchétchénie », *Que sais-je ?*, n° 3332, mai 1998, p. 112.

Avant l'entrée de l'armée russe dans ce conflit, la supériorité n'est donc pas clairement acquise par cette dernière et tout le déroulement des opérations viendra conforter cette lacune.

En 1999, la fédération tire évidemment les leçons de l'échec de la première guerre. Ainsi, les troupes fédérales sont bien plus nombreuses et l'armée russe a réussi à mobiliser 90 à 120 000 hommes mieux entraînés dès le début des opérations. D'autre part, dans le but de limiter un maximum les pertes humaines dans leur rang (pour des raisons évidentes, mais aussi dans le but d'obtenir la plus forte adhésion possible de l'opinion publique), il convient de noter, au moins dans un premier temps, l'absence de jeunes conscrits participant aux opérations. Enfin, la majorité (deux tiers) des forces est cette fois fournie par le ministère de la Défense²⁶ dans des structures plus souples (en effet, le souvenir des nombreuses dissensions²⁷ et du manque flagrant de coordination entre ces dernières et les forces du ministère de l'Intérieur (MVD) laissent un souvenir amer). Il s'agit d'unités élémentaires disposant de leur propre soutien d'artillerie ou de leur batterie de mortier.

Les équipements russes sont cette fois en meilleur état et, bien que n'étant pas tous de génération récente (à l'instar par exemple des chars T-72 et T-80, des hélicoptères Mi-8 et Mi-24 ou encore des chasseurs bombardiers SU-25), ils intègrent des matériels modernes comme des chasseurs SU-24 et MIG 29. Sur ce plan, le rapport de forces leur est donc nettement supérieur : 1650 chars et véhicules de combat, 480 pièces d'artillerie, des avions de combat dotés d'armements de précision, etc. La Russie a d'ailleurs avoué avoir, en l'occurrence, dépassé les plafonds autorisés par le Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE).

Les troupes fédérales font probablement face à des troupes de 15 000 à 40 000 « réguliers » (2 à 3000 selon les sources officielles russes !) auxquels il convient d'ajouter certainement 8000 militants islamistes. Les matériels et équipements tchétchènes quant à eux ont vieilli et ont été en partie détruits au cours de la première campagne et par les efforts russes de couper les voies d'approvisionnement en pièces détachées. Par conséquent les Tchétchènes ne peuvent « aligner » péniblement que

²⁶ La provenance des autres forces est : ministère de l'Intérieur (MVD), Service fédéral des gardes-frontières (FPS), FSB, FAPSI, ministère des Situations d'urgence (MTchS) et éléments des forces du train.

²⁷ « [...] pour [les forces armées], les troupes du ministère de l'Intérieur sont constituées d'un ramassis de policiers corrompus et sanguinaires. Pour les troupes du MVD, l'armée de terre est composée d'alcooliques et de bons à rien. [...] il faut noter que les rumeurs de tortures et d'exécutions sommaires qui ont circulé [...] concernent essentiellement des zones qui étaient sous contrôle du MVD. » : SAPIR Jacques, *Le chaos russe, op. cit.*

14 chars, 23 pièces d'artillerie, quelques pièces de défense sol/air pour la plupart non opérationnelles et pratiquement plus aucun moyens aériens.

I.2.3 Cohérence organisationnelle :

Avant la première campagne, on l'a vu, la cohérence opérationnelle et la coopération entre les différentes structures de forces russes, à la hiérarchie très centralisée²⁸, sont très faibles. Il existe même une forte rivalité entre celles-ci, qui peut être expliquée par une question de survie de chacune d'entre elle à une période où les « séquestrations » budgétaires sont un mode courant de gestion des budgets de l'État mais qui peut être aussi traditionnelle comme celle existant entre les forces armées et les troupes du MVD, comme indiqué supra. Sur le terrain, ce défaut de cohérence organisationnelle sera cruellement accru par un manque flagrant d'interopérabilité aussi bien en terme de procédures que de matériels²⁹ et par un soutien déficient, obligeant certaines unités à « vivre sur le pays »³⁰. Certains observateurs relèvent même qu'il est probable que des chaînes de commandement parallèles, dont les objectifs et les intérêts auraient été divergents, ont pu être mises en œuvre leur faisant dire qu'en ce sens, la guerre de Tchétchénie a été la combinaison de plusieurs guerres, certaines officielles et d'autres privées³¹.

Les forces tchétchènes font preuve, quant à elle, d'une bonne cohésion au début du conflit, mais celle-ci s'effritera au cours de l'année 1995 suite aux dissensions entre dirigeants « jusqu'au boutistes » et partisans modérés d'une solution négociée, parmi lesquels on compte le futur président tchétchène, alors chef de l'état-major des forces de la résistance, Aslan Maskhadov.

En 1999, dans ce domaine aussi, les leçons de la première guerre sont tirées. Un gros effort de cohérence entre les diverses forces engagées appartenant à différents ministères est consenti par la Russie. La réforme des armées entreprise dès 1998 ainsi que les orientations du projet de la nouvelle doctrine relative à la sécurité vont clairement dans ce sens en favorisant l'homogénéisation des structures

²⁸ Le ministre de la Défense lui-même a souvent été sur le terrain vérifier la bonne exécution de ses ordres. Il est vrai que cela peut aussi s'expliquer par le fait que bon nombre de chefs militaires en charge des opérations n'ont que peu adhéré à celles-ci du fait de leur faible légitimité.

²⁹ Cela est particulièrement vrai dans le domaine des transmissions. Ainsi l'impossibilité de communiquer est-elle certainement responsable de bon nombre de tirs fratricides entre forces aériennes ou artillerie et troupes du MVD.

³⁰ SAPIR Jacques, *Le chaos russe, op. cit.*, p. 265

³¹ *Ibid*, p. 267

territoriales de commandement et d'administration des différentes structures de forces et en programmant de nombreux entraînements en commun de ces différentes forces dans la région Caucase Nord mettant l'accent sur l'interopérabilité. Cette volonté de faire coopérer des forces jusqu'alors presque antagonistes produit, au moins au début, des résultats satisfaisants sur le terrain, mais, comme nous le verrons plus loin, trouvera vite ses limites.

Les forces tchétchènes sont, en revanche, cette fois-ci largement désorganisées, à l'image même de la société tchétchène de cette période de l'entre-deux guerres. D'autre part, les leaders islamistes comme C. Bassaïev et Khattab dont les troupes de militants islamistes noyautent la société et dont la motivation est peut-être contagieuse parmi nombre de déshérités et de meurtris de la première guerre, n'ont pas l'assentiment de tous les tchétchènes, morcelant un peu plus la cohésion des troupes et sapant la cohérence des actions de résistance.

On peut donc conclure de cette étude des forces en présence qu'il existe une différence marquée entre les deux conflits en cela que le commandement russe a bel et bien tiré les leçons de la première guerre et s'est donné les moyens d'entrer dans la deuxième avec un rapport de force nettement en sa faveur.

I.3 CONDUITE DES OPERATIONS :

Un autre aspect fondamental de l'étude comparative entre les deux conflits consiste bien évidemment à analyser la façon dont sont conduites les opérations et ceci aux trois niveaux classiques de la guerre : stratégique, opératif et tactique.

I.3.1 Aux plans doctrinal et stratégique :

Au début des années 90, une nouvelle doctrine militaire d'emploi des forces armées entre en vigueur (novembre 1993). Censée rompre avec les concepts qui prévalaient jusqu'alors, ce document passe aux yeux de nombreux analystes comme équivoque et surtout ne répondant pas aux besoins fondamentaux du pays, certainement parce qu'elle a été rédigée à la hâte dans l'unique but de remercier l'institution militaire d'avoir soutenu B. Eltsine dans les récents événements l'ayant

opposé au parlement³². Ce document qui, certes, prend en compte les menaces intérieures, prône le maintien d'une capacité d'intervention lourde pour y faire face plutôt que des modes d'actions mieux adaptés et plus « souples ». Dès lors, comment s'étonner de l'absence de vision stratégique claire et nuancée dans la conduite de la première guerre, dont les méthodes tiennent plus du « rouleau compresseur » que des principes de la guerre moderne plus soucieuse de laisser des portes de sortie diplomatiques, et ce d'autant plus que les motivations d'engagement sont essentiellement issues de la volonté de B. Eltsine ? Certes ce dernier possède une vision stratégique pour lui-même et son entourage, mais celle-ci n'aurait pas dû aboutir à une guerre si brutale car cela rompt avec tous les principes « Clausewitziens » établissant que la guerre est la continuation de la diplomatie par d'autres moyens ; en effet, il est difficile de dire qu'en l'occurrence la diplomatie ait été jamais déployée pour faire plier les indépendantistes ! Sur le terrain, cette absence d'objectif clairement établi, et donc de vision commune à laquelle pourraient adhérer militaires et politiques, aura de nombreuses conséquences dommageables à la fois envers l'efficacité de la conduite des opérations et envers les populations civiles en Tchétchénie qui pâtiront des exactions commises par des troupes dont l'action est délégitimée par certains chefs militaires eux-mêmes³³. Ce qui au départ devait être une simple opération de maintien de l'ordre tourne rapidement au carnage.

En 1999, à la suite de la parution du concept de sécurité national en 1997, le besoin d'une nouvelle doctrine se fait sentir et les travaux devant conduire à ce document s'accélèrent. Ceux-ci tirent la leçon des échecs de la première guerre ainsi que des enseignements des opérations de l'OTAN au Kosovo en mettant l'accent sur la mobilité, la cohésion des structures de commandement et l'interopérabilité entre les forces des différents ministères et organismes (cf. § 1.2.3). Néanmoins, les choix fondamentaux en matière de restructuration des forces et de découpage militaro-administratif devant découler de cette vision ne seront que très partiellement réalisés et en avril 2000, lorsque est signée la nouvelle doctrine, le hiatus entre la vision du ministre de la défense Sergueev et celle du chef d'état-major des forces armées Kvachnine n'y est pas tranché, comme nous le verrons dans la seconde partie La

³² Critique soulignée par FACON Isabelle dans « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », *Annuaire français des relations internationales*, chap. 7, 2001.

³³ Ainsi le désengagement du très médiatique général Lebed qui défendra jusqu'au bout la mise en œuvre d'une solution négociée et la quasi-mutinerie de nombreux généraux dont le vice-ministre de la Défense lui-même.

réforme des forces armées débutée en 1998 est donc en panne³⁴ et l'absence de mise en œuvre de la vision stratégique militaire pour la résolution des crises intérieures, vision qui existe pourtant dans la nouvelle doctrine, aura indubitablement des conséquences sur la conduite de l'opération, comme nous le verrons au § suivant.

Néanmoins, si au tout début de l'automne 1999 il ne s'agit officiellement que d'instaurer un « cordon sanitaire » autour d'un pays en proie au chaos, les véritables visées stratégiques apparaissent très vite à la faveur des attentats en territoire russe, et même s'il s'agit là encore plus de prétextes que de réels objectifs, on assiste rapidement à une « inflation des buts de guerre »³⁵ (du cordon sanitaire à la soumission). Ces visées stratégiques sont relatives aux trois domaines suivants (comme évoqué au § I.1) :

- sécurisation de la région Caucase,
- affirmation de la prédominance russe dans la région afin d'éviter les velléités d'indépendance d'autres républiques de la fédération,
- contrôle du transport du pétrole.

Enfin, l'excellent soutien de l'opinion publique russe et la communauté de pensée politico-militaire en faveur de l'engagement confèrent à cette action une légitimité qui aura pour conséquence, au moins dans un premier temps, de donner un semblant de cohérence aux opérations.

Cette détermination à conduire la campagne à son terme, position incarnée encore aujourd'hui par V. Poutine lui-même mais dont il commence à ne plus tirer les dividendes politiques, subit toutefois une première atteinte lors de la difficile prise de Groznyï en décembre 1999. Dès lors, elle ne cessera de s'érouler au fur et à mesure que certains des objectifs stratégiques cités plus haut perdront d'eux même de leur pertinence : tout d'abord il devient évident que la résolution de la crise tchétchène pèse peu sur les décisions concernant les oléoducs, et ce d'autant moins que celui contournant la république par le nord est entré en service en mars 2000 ; ensuite, la peur d'un précédent tchétchène dont pourraient s'inspirer d'autres républiques relève plus du fantasme que de la réalité.

La stratégie russe s'infléchit donc et perd de sa cohérence surtout au cours du tournant que constitue le début de l'année 2001. Cette période voit successivement s'entamer des négociations entre un émissaire de V. Poutine et des représentants

³⁴ Le général Sergueev a d'ailleurs déclaré que la réforme ne sera qu' « à 70% une optimisation des structures de commandement et d'administration », *Izvestiia*, 22 août 1997.

³⁵ SERRANO Silvia, LE HUEROU Anne, « La Tchétchénie, miroir de la société russe », *Manière de voir*, n° 55, janv/fév. 2001.

tchéchènes³⁶ (démenties par le pouvoir officiel), le renforcement de l'administration pro-russe en Tchétchénie, la recrudescence d'attentats contre les troupes fédérales, le désengagement progressif des ONG sur le terrain, le remplacement du commandant des troupes du Nord-Caucase, la constitution d'un pouvoir exécutif fantoche en Tchétchénie, le transfert de la responsabilité des opérations au FSB, de nombreuses déclarations contradictoires sur la réduction du volume des troupes et l'annonce de la fin prochaine des hostilités, un début de retrait d'unités de l'armée russe et enfin, un remaniement ministériel du gouvernement de la Russie comprenant le limogeage du ministre de la Défense.

On le voit donc, ce second conflit aboutit, comme le précédent, à des enchaînements de moins en moins maîtrisés et voit des options stratégiques de moins en moins claires se succéder. Sur ce plan, même si la situation a été certainement mieux dominée à l'orée du second conflit que tout au long du premier, la dérive vers une escalade de la violence aura été fort similaire.

I.3.2 Au plan opératif :

Dès que sont engagées les hostilités, en décembre 1994, les choix de niveau opératif sont mauvais et l'interopérabilité pratiquement inexistante. Cela est la conséquence directe, comme on l'a vu plus haut, de l'absence de vision stratégique, de l'impréparation des forces (pas de planification de l'opération) et des dissensions entre différentes structures de forces. Ainsi, le caractère conjoint des opérations et la coordination des différentes troupes sur le terrain ne seront jamais réalisés. De plus, la logistique fonctionne très mal³⁷, le renseignement manque d'efficacité, les déficiences en matière d'organisation sont patentées (hormis en ce qui concerne le transport aérien) et les structures de commandement de niveau opératif n'existent quasiment pas, les unités n'étant correctement commandées qu'en fonction du charisme de leur chef respectif, ce qui rend la cohérence des opérations évidemment aléatoire. Bien que cette débâcle annoncée n'ait pas abouti à une réelle insurrection militaire, une forme larvée de refus de la guerre est bien présente parmi de nombreux officiers et P. Gratchev sera obligé de procéder tout au long de la campagne à de multiples

³⁶ SMITH A M, « A Russian Chronology », *site du Conflict Studies Research Centre*, avril 2001

³⁷ Les matériels et munitions ne sont disponibles en quantités suffisantes que grâce à l'existence de stocks importants, dont certains seront d'ailleurs épuisés par les combats de la première moitié de 1995 (SAPIR Jacques, « Le chaos russe », *op. cit.*, p. 266).

limogeages ou remplacements à la tête de la hiérarchie de forces armées. Il convient de noter toutefois qu'avec la nomination début 1995 du Général A. Koulikov comme chef des forces en Tchétchénie, un effort qualitatif au niveau opératif est notable³⁸, mais ce dernier s'essoufflera rapidement et début 1996 les forces tchétchènes, un moment affaiblies, sont reconstituées et poursuivent efficacement la lutte.

A l'automne 1999, la situation semble tout autre et de fait, de nombreuses améliorations au plan de la conduite des opérations se font sentir. Tout d'abord, il s'agit de réelles opérations conjointes avec une structure de commandement mieux adaptée mettant en œuvre des forces toujours issues de ministères différents, mais mieux coordonnées et plus interopérables. Ces meilleurs résultats reposent sur de multiples facteurs :

- reposant sur le constat que les forces armées sont plus aptes à conduire ce genre d'opérations que les troupes d'autres ministères (en particulier celles du MVD), postulat officialisé par la doctrine 2000, les troupes du ministère de la Défense constituent cette fois-ci la majorité des forces engagées.
- Le contrôle opérationnel des forces, via la région Caucase-Nord, est clairement attribué au ministère de la Défense (tout au moins jusqu'au début de l'année 2001). Sa mise en œuvre se fait au travers d'un véritable système de commandement et de contrôle qui permet de déléguer l'exécution du commandement au niveau des unités, rompant ainsi avec les pratiques de commandement hyper centralisé en vigueur jusqu'alors.
- Les troupes sont mieux entraînées mais surtout, elles l'ont été en commun (cf. § 1.2.1). Cela se concrétise dans la compétence des cadres, dont la motivation est, par ailleurs, nettement meilleure.

D'autre part, la logistique fonctionne mieux, grâce à un gros effort de rationalisation des structures qui participent de son action.

Néanmoins de nombreux problèmes subsistent encore sur le terrain et la mise en œuvre des principes évoqués plus haut, confrontée à ce que « Clausewitz » avait appelé « le brouillard de la guerre » et pâtissant des lacunes d'ordre doctrinal, va devenir de plus en plus problématique. Ainsi les autorités russes ont en réalité souvent évité de jouer le jeu de la coopération et cette dernière s'est érodée dès les premières

³⁸ Meilleures conditions d'emploi des troupes, coopération interarmes plus efficace et réelle intégration entre opérations de combat et opérations psychologiques.

relèves de personnels³⁹. Les difficultés liées aux lacunes accumulées au plan de l'interopérabilité des procédures et des matériels refont surface et, comme au cours du premier conflit, viendront bientôt miner les rapports que les différentes troupes engagées entretiennent sur le terrain.

De nombreux analystes sont donc d'accord pour relever que, malgré d'indéniables améliorations qui ont porté leur fruit au tout début de l'engagement, la fédération est vite retombée dans les errements de la première guerre et ont même laissé se confirmer différents problèmes déjà rencontrés précédemment, comme par exemple ceux relatifs aux déficiences du renseignement, à la diffusion et à l'analyse de l'information, à la lourdeur du processus décisionnel, à la méconnaissance des lieux ou encore à la capacité à conduire et planifier en temps contraint.

I.3.3 Au plan tactique :

Dès l'engagement des forces dans la campagne de 1994, la volonté de conduire des actions rapides et brutales, ancrée dans la croyance que l'opposition sera faible, est clairement affichée par les chefs militaires. C'est cet empressement et la tactique qui l'accompagne qui conduiront les unités sur le terrain à des échecs cuisants. Rapidement, l'armée russe se trouve confrontée à un type de guerre à laquelle elle n'est pas habituée et, combinant la tactique utilisée lors de la campagne d'Afghanistan avec celle mise en œuvre lors des quelques opérations de paix qu'elle a eues à conduire depuis la fin de l'ère soviétique, elle éprouve de grandes difficultés face à un ennemi aussi déterminé et dont le soutien d'une grande partie de la population est acquis à sa cause. Cela sera tout spécialement le cas lors de la prise des villes et dans les combats en zone montagneuse. En effet, les forces, sous-dimensionnées dès le départ, ont en particulier pâti de la faiblesse de l'appui aérien, du fait certes de conditions météorologiques défavorables, mais surtout du fait de la faible disponibilité et du manque d'entraînement de celles-ci.⁴⁰ Après une avancée toutefois rapide, les troupes fédérales passent à l'assaut de Groznyï le 31 décembre 1994 en envoyant sans aucune prudence ni retenue des blindés légers en première

³⁹ BAEV Pavel, « Will Russia Go for a Military Victory in Chechnya ? », *PONARS Policy Memo 107*, février 2000

⁴⁰ Le taux d'entraînement des pilotes de combat ne dépasse alors pas les 20 à 25 heures de vol par an (un pilote d'une armée occidentale moderne effectue aux environs de 200 heures de vol par an) et très peu sont qualifiés pour la mise en œuvre d'armement de précision comme les munitions guidées laser, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ces armements n'ont pratiquement pas été utilisés au cours de cette guerre.

ligne. Ce mauvais choix tactique⁴¹, le manque de coordination – voire de discipline – des unités impliquées et la farouche détermination des résistants tchétchènes conduiront l'armée russe à une sanglante déconvenue⁴². La tactique évolue alors et l'utilisation d'obusiers afin de détruire systématiquement tout bâtiment susceptible d'abriter des combattants tchétchènes, si elle permet aux différentes unités de se rejoindre fin janvier et d'atteindre enfin leur but, laissera une ville ravagée et de nombreuses victimes civiles. Après ce bref sursaut qui provient davantage d'une meilleure organisation de niveau opératif, débouchant sur la possibilité de mettre en œuvre de façon cohérente les actions de niveau tactique, que de choix tactiques réellement différents, les troupes russes retomberont dès le début de l'année 1996 dans les errements du début du conflit et laisseront les tchétchènes reprendre le dessus.

Il en va différemment des choix de niveau tactique que les troupes de la fédération mettent en œuvre en 1999. Les opérations de l'OTAN au Kosovo semblent avoir en effet inspiré les militaires russes. Ces derniers mettront franchement l'accent sur une utilisation massive de l'arme aérienne et, échaudés par les combats urbains de la première guerre, procéderont à des avancées plus prudentes.

Concernant la puissance aérienne toutefois, il s'agit moins, comme au Kosovo, d'éviter un engagement des troupes au sol en prétendant faire plier la volonté de l'ennemi sous les seules frappes de l'aviation, que d'appuyer celles-ci comme relais de l'artillerie et en évitant, comme le réclame l'opinion publique, les combats rapprochés qui avaient précédemment presque toujours été défavorables aux combattants de la fédération, causant de nombreuses victimes. Concernant la progression au sol, les forces russes ont, en général, progressé ainsi : encerclement du village ou de la ville qu'elles veulent investir, frappes aériennes et/ou d'artillerie massives pour forcer les « rebelles » tchétchènes à quitter les lieux ; une fois telle ou telle localité tombée entre leurs mains, procédures d'investigation de la « cible géographique » suivante (au moyen de drones, hélicoptères, patrouilles au sol et autres procédés de reconnaissance), feu aérien et/ou artillerie puis engagement des troupes au sol⁴³...

⁴¹ La vulnérabilité des blindés en zone urbaine est connue et cette erreur tactique démontre l'incompétence du commandement et la personnalité de P. Gratchev qui « pilotait » lui-même l'opération en intervenant directement au niveau tactique. (SAPIR Jacques, *Le chaos russe*, op. cit., pp. 262-263).

⁴² P. Gratchev reconnaît une centaine de morts mais la réalité est certainement plus proche de 500 à 600 victimes russes.

⁴³ Méthode décrite par FACON Isabelle, « La seconde guerre de Tchétchénie », op. cit., pp. 793-794.

Cette tactique n'est en fait pas nouvelle dans son principe (pilonnages intensifs) mais l'est dans les moyens utilisés⁴⁴ et dans son application plus prudente vis à vis de sa propre sécurité. En outre, elle n'est pas moins brutale envers les populations civiles qui subiront le feu des bombardements de la même façon qu'au cours du premier conflit, il est vrai qu'il ne s'agit pas ici d'actions de troupes coalisées mandatées par la communauté internationale mais d'opérations de sécurité intérieure à la fédération !

Ces méthodes produiront de réels succès lors de la première phase de l'opération, c'est-à-dire lors de la poursuite et de l'expulsion des troupes d'invasion du Daghestan, de l'avancée dans les plaines du nord et pour la prise des villes, hormis Groznyï. C'est justement à partir de la prise de cette dernière que les pertes au sein des troupes fédérales ont commencé à s'élever notablement puis, par la suite, lors des combats dans les montagnes, l'opinion publique russe a dû s'habituer progressivement à entendre parler de nombreuses victimes parmi ses propres soldats sans que la tactique ne change fondamentalement⁴⁵.

En conclusion de cette première partie qui s'attache à comparer les deux conflits, il apparaît nettement que si de réelles évolutions et différences sont indéniablement présentes (motivations géopolitiques plus affirmées en 1999 du fait du transport du pétrole, situation nettement plus troublée avant le second conflit, volonté d'adaptation des forces armées aux opérations de sécurité intérieure après les échecs de la première campagne, ...) ce qui est frappant reste l'existence de nombreuses similitudes, tant au plan des motivations d'engagement (raisons politiciennes), qu'au plan des opérations elles-mêmes (conduite assez erratique des actions et grande brutalité envers les populations civiles). Et pour finir, la situation sur le terrain aujourd'hui ne semble guère plus brillante qu'elle ne l'était au milieu de l'année 1996 lorsque durent être signés les accords de Khassaviourt. Il est donc évident que deux conflits aussi meurtriers et aussi symptomatiques du malaise d'une société toujours convalescente ne peuvent manquer d'avoir un impact fort sur cette même société.

⁴⁴ Le recours aux armements de précision est somme toute assez limité. Notons d'ailleurs que l'activité annuelle des pilotes n'aurait toujours pas augmenté et se situerait toujours aux alentours d'une vingtaine d'heures de vol par an ! (SWB, 30 septembre 2000, p. S1/2).

⁴⁵ Tout au plus a-t-on pu noter l'extension de camps de regroupement et l'instauration d'interrogatoires systématiques des hommes âgés de 10 à 60 ans, comme le relève BAEV Pavel, « Will Russia Go for a Military Victory in Chechnya ? », *PONARS Policy Memo 107*, février 2000.

Ainsi ces deux guerres constituent soit les révélateurs, soit les facteurs même de ces changements et c'est ce que nous allons étudier dans la deuxième partie.



II SECONDE PARTIE : IMPACTS SUR LA SOCIÉTÉ RUSSE

II.1 CONTEXTE GENERAL :

Avant toute étude plus approfondie des changements de la société russe au cours des deux conflits avec la Tchétchénie, il convient de brosser un tableau rapide de la physionomie de cette société.

II.1.1 Situation économique et sociale :

Dès le début de l'année 1992, au sortir de la chute de l'empire soviétique, des orientations économiques radicales sont mises en œuvre par le nouveau gouvernement sous l'impulsion du Premier ministre Egor Gaïdar aidé en cela par de nombreux conseillers occidentaux d'opinion très libérale, et régentées par des organismes comme le FMI et la BERD⁴⁶. Ainsi, une véritable « thérapie de choc⁴⁷ » est mise en œuvre par les conseillers économiques occidentaux et leurs relais au sein du pouvoir qui prônent un libéralisme doctrinal niant les réalités de la société russe : libération brutale des prix et des marchés, privatisations à grande échelle profitant en grande partie au clan au pouvoir, maîtrise de l'inflation à tout prix et tout un train de réformes qui, si elles étaient peut-être nécessaires, demandaient certainement plus de souplesse et de progressivité dans leur application. Les conséquences de ces mesures ne se font pas attendre et pour pallier le déficit budgétaire qu'elles engendrent finalement⁴⁸, le gouvernement a largement recours à la pratique des « séquestrations budgétaires » - pratique qui consiste tout simplement à ne pas tenir ses engagements et à ne pas payer ses fonctionnaires – créant ainsi un véritable cercle vicieux. La société russe vit alors une crise économique dont un des « points d'orgue » sera

⁴⁶ Fonds monétaire international et Banque européenne de reconstruction et de développement.

⁴⁷ Selon les termes de SAPIR Jacques, « Le chaos russe », *op. cit.*, p.30.

⁴⁸ Peu adaptées au marché libéral, de nombreuses entreprises connurent de sérieuses difficultés entraînant une crise des investissements dans toute l'industrie. Seuls les exportateurs d'énergie se retrouvèrent alors en position de soutenir l'économie russe.

certainement la dévaluation du rouble en 1998⁴⁹ et dont les effets ne sont, aujourd'hui encore, pas totalement effacés. Les forces armées n'échappent pas à la déliquescence provoquée par cette crise et par leur retrait des ex-républiques soviétiques et sont en 1994, on l'a vu précédemment, dans un triste état. En outre, la crise de la conscription s'annonce et celle-ci ne cessera de s'amplifier au fur et à mesure que les conflits russo-tchétchènes charrieront leurs flots de victimes.

Fin 1999 toutefois, après la grave crise d'août 1998, la situation économique semble amorcer un redressement, mais celui-ci est encore bien timide et l'État de la société reste préoccupant. Ainsi la société russe est taxée par certains analystes de société à trois vitesses⁵⁰ : 5 à 10% de la population s'est lancée dans une économie d'avant-garde et entraînent un secteur tertiaire en pleine expansion, à l'autre extrême 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et enfin le reste oscille entre ces deux pôles. Les forces armées sont, comme on l'a vu, elles aussi en meilleur état, leurs membres se situent plutôt dans cette troisième sphère et leur restructuration bien qu'encore bridée est en marche, mais la crise de la conscription bât son plein et le débat sur le service alternatif s'amorce. Ce redressement économique, priorité absolue, avec la réforme des forces armées, du tout nouveau président V. Poutine sera consolidé par ce dernier et commencera réellement à porter ses fruits dans le courant de l'année 2000. Néanmoins, la société est encore largement stigmatisée par cette longue période de crise, la reprise est fragile et les chantiers restent nombreux.

II.1.2 Politique intérieure :

Depuis son accession au pouvoir B. Eltsine n'a de cesse d'organiser le fonctionnement de l'État à son profit et les hommes en charge des institutions, loin de prolonger le projet de modernisation politique et de démocratisation dont la *perestroïka* était porteuse –, se feront les artisans de leur décomposition. Fin 1994 on est, en Russie, dans une situation où le pouvoir ne provient plus d'acteurs institutionnels mais d'un unique responsable et des instruments que ce dernier a su mettre en place, officiellement ou officieusement. Rien ne semble alors plus important que la confiscation du pouvoir et des largesses qu'il implique par un groupe de privilégiés à la tête duquel se trouve le président lui-même.

⁴⁹ Le revenu national russe a chuté de 50% entre 1992 et 1998, chiffre cité par BOYER Yves, « Les Russes », BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir.), *La politique de sécurité de la Russie*, Paris, ellipses, 2000, p. 9.

⁵⁰ FERRO Marc, « Une société à trois vitesses », *Télérama*, n° 2709, 12 décembre 2001, p. 21.

Ce système perdurera tout au long de la période de « règne » de B. Eltsine et même s'il est indéniable que des avancées notables auront été réalisées par rapport à l'ère soviétique⁵¹, cette période aura été émaillée de nombreux scandales qui impliquent B. Eltsine lui-même ou son entourage. La crise tchétchène n'étant finalement, sur ce plan tout au moins, qu'un « avatar » supplémentaire de cette absence de politique, mot pris au sens étymologique du terme, et des graves déficiences du processus décisionnel en matière de sécurité qui caractériseront la Russie des années quatre-vingt-dix⁵².

Après son élection en mars 2000 et même si son étonnante et fulgurante ascension vers cette étape ultime est principalement due aux manœuvres de B. Eltsine comme on l'a expliqué plus haut⁵³, V. Poutine, quant à lui, veut rétablir l'ordre institutionnel et se débarrasse très rapidement de nombreux hommes de pouvoir appartenant au cercle de l'ancien président. Il semble aujourd'hui qu'il cherche toujours à instaurer une « verticalité » du pouvoir et entend exercer pour cela une politique d'un côté plus rigoureuse, pragmatique et moins entachée d'affairisme, mais d'un autre côté certainement plus contrôlée (voire « verrouillée » comme on le verra plus loin en ce qui concerne les médias) par des outils légaux et officiels, et en tout cas, toujours aussi peu soucieuse des droits de l'homme et du citoyen russe. Comme mentionné plus haut, il fait de la réforme des forces armées une priorité (pour lui, l'armée est « le pilier de l'État russe ») ce qui explique qu'à peine dix jours après son accession au pouvoir, il impose son concept de sécurité dont découleront une nouvelle doctrine militaire (mais aussi un concept de sécurité économique).

II.2 LES CONFLITS EN TCHETCHENIE, PRETEXTES A UN VERROUILLAGE DE L'INFORMATION :

La stratégie de V. Poutine pour contrôler l'appareil d'État passe à n'en pas douter par une solide mainmise sur l'ensemble des médias russes. Ainsi le « muselage » en règle des partis d'opposition (hormis le PC, trop institutionnel), des

⁵¹ Élections libres, multipartisme, libertés d'expression et de la presse, ...

⁵² Lire sur ce sujet ALLISON Roy, « The Chechenia conflict :military and security policy implications », *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, ALLISON Roy, BLUTH Christoph (ed.), Londres, RIIA, 1998 et SAPIR Jacques, « Le chaos russe », *op. cit.*

⁵³ L'étude des sondages d'opinion en sa faveur est sur ce point significative : il recueille en effet 2% d'opinions favorables à la fin août 1999 et se retrouve en tête avec 45% d'opinions favorables mi-décembre ! Chiffres rapportés par SMITH M. A., « The Second Chechen War : The All-Russian Context », site du *Conflict Studies Research center Royal military*, Sandhurst.

syndicats⁵⁴, de la presse et des télévisions libres participe de cette stratégie d'affaiblissement de toute opposition à son régime et est à l'œuvre depuis son arrivée au pouvoir. Comment expliquer toutefois que cette volonté de censure ne rencontre pas de « levée de bouclier » au sein d'une population qui, après avoir subi une longue période de propagande d'État, a connu une intense phase de libéralisation de ses médias ? Certes la société russe, encore bien malade, a mieux à faire en soignant ses plaies les plus urgentes qu'en essayant de se fédérer autour de mouvements contestataires dont le pouvoir resterait faible encore bien longtemps. Mais cet argument ne suffit certainement pas à tout expliquer et l'analyse du comportement des médias tout au long du premier conflit est, sur ce point, certainement très éclairant.

En effet, il convient de rappeler qu'à l'orée de la première guerre, très peu de russes se prononcent en faveur de l'engagement et les dissensions sur ce sujet, au sein du pouvoir comme de la communauté militaire, sont importantes. Les médias « libres » et les groupes de pressions qui les contrôlent⁵⁵ y sont largement opposés et vont donc rendre compte avec beaucoup de critiques de ce qui se passe sur le théâtre tchétchène, offrir de larges tribunes dans leurs colonnes aux opposants à la guerre (comme le célèbre et charismatique général Lebed). Même l'agence Itar-Tass (l'agence de presse officielle, héritière de l'agence soviétique Tass) ira jusqu'à publier le 23 septembre 1995, après une prise d'otage en territoire russe par un commando tchétchène, une lettre ouverte adressée au ministre de l'intérieur et mettant en cause un certain nombre de responsables au Daghestan et dans la région de Stavropol. Cette action débouchera par le remplacement du chef du FSB ! On le voit donc, les médias jouent un rôle non négligeable dans le déroulement des opérations et le facteur « maîtrise de l'information » n'est alors pas suffisamment pris en compte par les états-majors militaires en charge de cette guerre.

La leçon en sera tirée dès avant le second conflit et une véritable stratégie de communication, qui renoue largement avec les traditions de désinformation de l'empire soviétique, est appliquée :

- tout d'abord l'aspect maîtrise de l'information est pris en compte comme un élément devant faire intégralement partie des opérations et être mis en œuvre par des responsables militaires formés à la communication. Cette

⁵⁴ Un syndicat n'a le droit d'exister dans une entreprise que si au moins 50% des salariés y adhèrent, NOUGAYREDE Natalie, « La verticale du pouvoir », *Le monde*, 3 décembre 2001.

⁵⁵ Les médias libres sont en état de dépendance croissante à l'égard de groupes financiers et industriels. Ainsi la dernière chaîne de télévision à avoir été interdite d'émettre (TV6) était-elle contrôlée à 75% par le célèbre « oligarche » Berezovski, puissant financier dont on a dit qu'il avait partie liée avec la mafia et certains chefs de guerre tchétchènes.

« stratégie » de contrôle, voire de manipulation, des médias, inspirée d'ailleurs de celle que l'OTAN a pratiquée au cours du conflit du Kosovo, sera employée dès le début des hostilités de la deuxième campagne tchétchène par des autorités russes décidées à conduire la « guerre de l'information ».

- Ensuite, le contrôle de ces médias par l'appareil d'État, au demeurant plus difficile à obtenir depuis leur accession à une certaine liberté, est progressivement réalisé. Cela est facilité, il est vrai, par le vaste consensus en faveur de la guerre qui existe alors au sein de l'opinion publique. En effet, le Kremlin a capitalisé sur le sentiment d'insécurité extrême de la population au lendemain de la vague d'attentats de l'automne 1999 et la campagne militaire a tout de suite été présentée comme une nécessaire réponse à ce terrorisme. De fait, dès le début des opérations et aujourd'hui encore, les journalistes sont interdits sur le théâtre d'opération de Tchétchénie. De nombreux autres exemples illustrent le comportement du gouvernement vis à vis des médias dits « libres », comme l'affaire Babitsky⁵⁶ ou la fermeture des chaînes de télé indépendantes du pouvoir⁵⁷.

On voit ainsi que les « erreurs » commises au cours de la première guerre ne sont pas réitérées et que l'opinion, tout acquise à l'écrasement des terroristes tchétchènes, appuie cette politique de désinformation, qui était néanmoins déjà à l'œuvre durant le premier conflit mais avec moins d'efficacité car servie par des responsables divisés, moins motivés et en proie à une presse encore libre de ses commentaires.

On peut donc assurément parler à ce sujet, d'un réel impact du premier conflit sur la politique de l'information du gouvernement Poutine, même si les « dérives » de la presse libre de cette époque sont certainement utilisées très opportunément par le pouvoir en place pour affirmer sa volonté de contrôle des médias, volonté qui s'intègre parfaitement dans une stratégie plus large de verrouillage du pouvoir.

⁵⁶ Ce journaliste de Radio Free Europe, après s'être prononcé avec véhémence à l'encontre des méthodes employées par les troupes russes en Tchétchénie, a été victime d'un enlèvement dans des conditions assez mystérieuses (imputé à des factions tchétchènes) et a pu être finalement récupéré par les autorités russes dans des conditions non moins mystérieuses. Il a par la suite subi de lourdes pressions de la part de celles-ci afin de ne plus faire entendre son opinion.

⁵⁷ Après la chaîne de télé NTV tombée au printemps 2001 dans le giron du géant gazier d'État Gazprom, et donc récupérée par le pouvoir en place, c'est au tour de la chaîne TV6 de cesser d'émettre le 22 janvier 2002 à la suite d'une procédure de liquidation judiciaire entamée par un actionnaire proche du pouvoir.

II.3 IMBRICATIONS DES DEUX CONFLITS ET DES RELATIONS ARMÉE- POUVOIR :

La Russie a une forte tradition militaire et le véritable pilier du pouvoir que constituent l'armée et l'ensemble des forces concourant à la sécurité a, tout au long de la longue période communiste, habitué la population de l'U.R.S.S. à leur implication dans de nombreuses décisions prises au plus haut niveau de l'État. Or de la chute de l'empire soviétique jusqu'au premier conflit tchéchène les règles du jeu politique ont changé et la rigueur qui existait précédemment dans le contrôle de la puissance militaire par le pouvoir ne s'exerce plus de la même façon, comme on l'a vu plus haut. Ainsi, de fortes tensions existent entre les différents ministères et les divers organes en charge de la sécurité. En 1994, ces instances se sont en effet multipliées ou étoffées depuis la disparition de l'U.R.S.S. et les hommes qui les dirigent se positionnent alors plus souvent dans une logique d'affrontement pour le pouvoir - faisant allégeance à B. Eltsine ou, au contraire, s'opposant à lui – qu'en tant que serviteurs de la cause nationale. Parmi ces instances, on peut citer le Conseil national de sécurité (CNS), le « Conseil du président », la Garde présidentielle, le FSB qui reprend une partie des attributions de l'ex-KGB, la FAPSI qui en reprend les responsabilités en terme de sécurité des transmissions, toutes instances sous la férule du président Eltsine ou d'hommes qui lui sont acquis. Rajoutons à cela le ministère de la Défense et les forces armées, affaiblis par la division entre un ministre « militaire », P. Gratchev, et un vice-ministre « civil » Andreï Kokochine mais aussi entre le ministre et le chef d'état-major, Victor Kolesnikov qui, depuis janvier 1994, bénéficie d'un accès direct au président. Et enfin le ministère de l'intérieur ou MVD, qui dispose de troupes relativement nombreuses, et les forces des gardes-frontières. Concernant ces deux dernières institutions, on peut considérer en sus que le niveau de corruption qui les habite est relativement élevé. Ces nombreux organes sont donc autant des instruments de puissance de la Russie elle-même que des outils au service des intérêts des hommes qui les dirigent. De plus l'absence de principes clairement définis quant au fonctionnement de ces diverses forces contribue à la confusion des rôles et pèse sur le bon déroulement de tout processus décisionnel.

Au cours de la première campagne tchéchène, toutes ces lignes de fractures entre ces différentes instances ont bien entendu été exacerbées, alimentant les ressentiments de certains militaires envers B. Eltsine et les partisans de la manière forte ou, au contraire, nourrissant leur rancœur envers ceux des politiques ou des militaires (comme A. Lebed par exemple) qui ne les ont pas soutenus. On a déjà vu en

outre à quel point les forces russes sur le terrain ont eu à pâtir des tensions entre pouvoir politique et responsables militaires.

Au sortir du conflit, les leçons sur ce plan vont être, là encore, tirées par le pouvoir et les hommes qui prennent en main les efforts de réformes militaires, dont on a évoqué les grandes lignes plus haut, sont en grande partie ceux qui ont montré fidélité à B. Eltsine et à P. Gratchev au cours de ce premier conflit (en acceptant, comme par exemple le général Anatolii Kvachnine ou le général Viktor Kazantsev l'avaient fait, de prendre des responsabilités dans les opérations en Tchétchénie).

Ainsi, en 1999, les militaires, moins divisés et en mal de revanche, se retrouvent presque unanimement derrière V. Poutine en faveur de l'intervention. Au tout début des opérations, certains militaires voient peut-être même dans cette guerre l'opportunité de reprendre un certain contrôle sur les décisions politiques et l'occasion de redorer le blason de l'armée. Cette impression, si elle semble confortée par les relatifs succès du début de cette campagne et les avantages que certains militaires de plus en plus influents en ont retirés⁵⁸, ne s'apparente en tous cas certainement pas au « coup d'État silencieux » que certains analystes⁵⁹ avaient prédit fin 1999 et ses fondements méritent d'être analysés de plus près.

Il est vrai que jusqu'aux premiers échecs des forces de la fédération de nombreux facteurs peuvent laisser penser que les militaires réinvestissent avec force l'espace politique russe. Tout d'abord, forts de leur soutien affiché à V. Poutine (qui leur doit d'ailleurs en grande partie son élection à la tête du pays) et de leur cohésion retrouvée, mais aussi du fait de la volonté de ne plus réitérer les nombreux actes d'ingérence du pouvoir politique vis à vis de la conduite des opérations, les chefs militaires sont investis de larges responsabilités en terme de conduite de la guerre et, à ce titre, le changement de nature des opérations et le refus total de solution négociée leur sont largement imputables⁶⁰. Ensuite, il convient de reconnaître qu'à cette période de réelles craintes quant au rôle que V. Poutine entend confier aux institutions

⁵⁸ Au nombre de ces militaires influents politiquement, on retrouve les généraux Kvachnine et Kazantsev, promus aux yeux de l'opinion publique au rang de héros des deux conflits tchéchènes.

⁵⁹ Lire à ce sujet BUSZA Eva, « Chechnya : the Military's Golden Opportunity to Emerge as an Important Political Player in Russia » et KRAMER Mark, « Civil-Military Relations in Russia and the Chechnya Conflict », *Program on New Approaches to Russian Security*, Policy Memo 98 & 99, décembre 1999.

⁶⁰ Qualifiées par les autorités civiles d'opérations destinées à se débarrasser des bases terroristes sur la rive gauche de la rivière Terek, les opérations tournent vite à une guerre ouverte contre la totalité du peuple tchéchène dans le but, avoué par les autorités militaires elles-mêmes, de restaurer la souveraineté Russe sur la petite république indépendantiste.

militaires dans son projet de reconstruction de l'État peuvent être nourries. En effet, ce dernier affirme alors que « *dans tout pays, et particulièrement en Russie, l'armée a toujours été le fondement de l'État*⁶¹ » et la nouvelle doctrine militaire qui paraît en avril 2000 vient à l'appui de cette thèse. Enfin, la part belle donnée par le président aux héros du conflit tchéchène trouve, selon l'analyse de certains, son apogée dans l'antagonisme concernant les orientations à donner à la nécessaire réforme des armées qui oppose le général Kvachnine, favorable à un renforcement des forces conventionnelles - suite logique de la guerre – et le ministre de la défense Igor Sergueev, favorable au maintien de la position de force de la Russie par son potentiel nucléaire. Le dénouement de cette rivalité aurait, selon de nombreux experts, tourné en faveur de Kvachnine.

Mais depuis les premières déconvenues militaires et jusqu'à aujourd'hui, il apparaît que cette influence a largement été exagérée et/ou s'est considérablement amoindrie face à la volonté de V. Poutine de rétablir un fonctionnement « normal » des institutions en général et de redonner de la cohérence à la politique de sécurité en particulier, gages de crédibilité sur la scène internationale.

Cette volonté s'illustre tout d'abord par la politique budgétaire que le président commence à mettre en place et qui, si elle consacre une part accrue au budget de défense et une répartition plus harmonieuse au sein de ce dernier⁶², reste toutefois mesurée et en prise avec les réalités économiques du pays. Ainsi, l'effort financier consenti envers l'appareil militaire reste modeste et surtout, une plus grande discipline dans la manière dont l'institution doit utiliser ses crédits est mise en œuvre.⁶³ En outre, le renforcement du contrôle que les structures issues de la réorganisation du KGB exercent sur les forces armées, le limogeage d'un certain nombre de hauts gradés puis le remplacement en mars 2001 du ministre de la Défense par un civil proche de Poutine⁶⁴ viennent aussi conforter l'idée que le président entend ne pas se laisser déborder par les militaires. Enfin, la responsabilité des opérations en Tchétchénie confiée au FSB fin mars 2001 puis la relance de la réforme des armées avec, en

⁶¹ V. Poutine cité par FACON Isabelle, « Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », *Défense*, n° 91, février 2001, pp. 52-55.

⁶² L'objectif avoué de V. Poutine est de parvenir à l'horizon 2015 à une répartition d'environ 50/50 entre fonctionnement et investissement.

⁶³ Quelques mois après son élection, le président Poutine prend des sanctions contre de hauts responsables du ministère de la Défense accusés de s'être livrés à des transactions frauduleuses. Propos tirés de FACON Isabelle, « Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », *op. cit.*

⁶⁴ L'ex général du KGB Sergueï Ivanov, revenu à la vie civile en novembre 2000 après avoir joué un rôle d'arbitre par rapport au conflit Kvachnine-Sergueev, est secrétaire du conseil de sécurité au moment où il est nommé ministre de la Défense.

particulier, le souci de faire avancer le débat sur le service alternatif⁶⁵ achèvent de prouver que V. Poutine cherche bel et bien à renforcer le contrôle civil sur les forces armées et que, loin de donner corps à une nouvelle militarisation de la société, il entend ne pas laisser se développer l'avantage que les militaires semblaient avoir retiré des premiers mois du second conflit.

A la fois révélateurs des relations que le pouvoir et l'appareil militaire entretiennent depuis le début des années quatre-vingt-dix et causes des modifications de celles-ci, les deux conflits russo-tchéchènes auront donc eu en commun leurs fortes imbrications avec les liens armée-pouvoir et, dans les deux cas, après s'être avérés plus difficiles à mener à terme qu'il ne l'était initialement envisagé, constituent finalement tous deux une épine dans le pied du président en place, compliquant ses rapports avec la haute hiérarchie militaire.

II.4 LA SOCIÉTÉ CIVILE RUSSE AU SECOURS DE LA POPULATION TCHÉTCHÈNE ? :

L'institution militaire en Russie a toujours été et reste aujourd'hui encore un symbole national extrêmement fort et porteur de cohésion. Cela peut expliquer pourquoi les statistiques attestent que l'armée fédérale est toujours l'institution en laquelle la population a le plus confiance⁶⁶. Néanmoins, les deux conflits tchéchènes sont porteurs de changements quant à la perception que l'opinion publique se fait de la notion de patriotisme.

Lors du premier conflit, tout d'abord, l'intégration des conscrits aux opérations et la perte d'un nombre important de ces derniers, qui périssent ou disparaissent sur le théâtre tchéchène, fait resurgir le « syndrome afghan » et réveille l'ardeur de certains comités ou associations opposés à la guerre. De ce fait, le Comité des mères de soldats et ses quelques 300 antennes régionales reprennent du « service » avec d'autres associations antimilitaristes ou engagées dans la défense des droits de l'homme, afin d'obtenir, pour les premiers, au moins des renseignements fiables sur le

⁶⁵ Débat qui vise à pallier la crise de la conscription due aux désertions, aux possibilités d'exemption et à la baisse de la natalité, par la mise en place progressive d'une armée de métier à côté de laquelle existerait une forme de service national alternatif dont il reste à définir les formes possibles.

⁶⁶ De 1993 à 2000, les sondages du centre national d'étude de l'opinion de Russie (VTsIOM) démontrent que la population fait plus confiance en l'armée qu'en n'importe quelle autre institution, y compris l'église.

nombre de victimes et des informations concernant leurs propres enfants et, pour les dernières, l'arrêt des hostilités. Très au fait de la loi et des moyens de la contourner ou de plaider sa cause devant un tribunal, ces mouvements ont grandement contribué aux vagues de désertions massives et à la crise de la conscription.

Concernant le Comité des mères de soldats créé en 1989 dans le but de s'opposer aux exactions commises au sein même de l'institution militaire à l'encontre des jeunes appelés soumis aux humiliations voire à certains sévices, le conflit tchétchène lui fait prendre une autre dimension. Très vite ce mouvement développe des réseaux d'entraide, diffuse de l'information pour contrer la désinformation officielle, procure des aides juridiques, organise la recherche des disparus (y compris sur le terrain des hostilités et dans les casernes) et apporte sa contribution dans le débat sur le service alternatif. Toujours actif de 1996 à 1999, le mouvement se renforce dès le second conflit et appelle à voter contre V. Poutine au scrutin de mars 2000. Son influence est certainement assez faible vis à vis de la conduite même de la guerre mais est probablement assez forte en ce qui concerne les réflexions sur la conscription et au cours des procès intentés aux déserteurs⁶⁷.

Concernant les autres mouvements, ils restent assez disparates et ne font pas encore preuve de grande cohésion entre eux, leur influence et leur capacité à dialoguer avec les différentes institutions étatiques dépendant en grande partie des relations informelles qu'ils entretiennent avec telle ou telle personnalité. Néanmoins, à l'instar de l'Association radicale anti-militariste, ils poursuivent à peu près les mêmes objectifs que le Comité des mères de soldats, l'aspect recherche des disparus excepté.

En conséquence et même si ces mouvements sont encore faiblement connectés, ils commencent à voir leurs idées partagées par la population que le conflit et les mensonges des militaires lassent, comme en attestent d'ailleurs les derniers sondages à ce sujet⁶⁸. Le nombre de membres du Comité des mères de soldats (2500 personnes) ainsi que son volume d'activité (environ 9000 « consultations » par an) et les subsides en provenance de l'étranger commencent à inquiéter les autorités qui tentent de diaboliser cette organisation en la prétendant noyauté par la CIA ou à la solde de l'OTAN.

Concernant l'opinion publique et ses rapports avec l'armée, justement, comme on vient de l'évoquer, l'envie de terminer cette guerre est de plus en plus affirmée mais

⁶⁷ Ce comité coopère depuis 1997 avec la « Procuration » militaire russe.

⁶⁸ Selon l'institut de sondage VTsIOM, la tendance est aujourd'hui à une désillusion et une lassitude de la guerre et, d'un soutien quasi total à la campagne militaire (plus de 70% d'opinions favorable fin 1999) la majorité de la population pense actuellement à la nécessité de pourparlers.

en même temps on continue à considérer la majorité du peuple tchétchène comme un peuple de bandits et de terroristes (islamistes de surcroît depuis le second conflit) et cette envie d'en finir provient plus du sentiment que cette guerre épuise la Russie et décime ses soldats que du sentiment de préservation des droits de l'homme à l'égard du peuple tchétchène. Ce sentiment, s'il est aujourd'hui sensiblement identique à celui qui prévalait au cours du premier conflit, n'a pour autant pas eu les mêmes conséquences. En effet, la pression de l'opinion publique avait, en 1995, grandement contribué à l'ouverture de négociations, or en 1999, l'horreur des attentats et la campagne de communication du gouvernement ont, rappelons-le, contribué à souder l'opinion derrière V. Poutine et la solution qu'il proposait. Même l'ex-dissident Alexandre Soljenitsyne, qu'on ne peut pourtant pas accuser de désintérêt de la cause humanitaire, fit un moment savoir qu'il soutenait le président, apportant ainsi une véritable caution intellectuelle à l'intervention. Le changement qui s'opère à présent au sein de l'opinion publique aura donc été lent, et il aura de plus été étouffé par la « chape » dont le gouvernement a recouvert les médias, ne lui laissant que peu l'occasion de se diffuser dans les esprits.

Mais aujourd'hui le fait est là, et, toujours selon l'institut de sondages VTsIOM, seul un quart de la population s'oppose catégoriquement à la séparation de la Tchétchénie. On peut donc penser que l'action des différentes organisations non gouvernementales et l'enlèvement indéniable auquel sont confrontées les troupes russes continueront de modifier cette opinion publique encore bien timide quand il s'agit de contester les exactions du pouvoir, et contribueront à façonner une nouvelle définition du patriotisme plus respectueuse des droits humains que de l'institution.

Ainsi, ces deux conflits ont largement concouru depuis le début des années quatre-vingt-dix à l'émergence de mouvements contestataires et ont façonné les sentiments que la nation russe porte à son armée, sentiments tour à tour hostiles, confiants puis à nouveau méfiants au gré de la tournure des événements sur le terrain. Ces deux guerres cruelles et dévastatrices, aussi bien pour le peuple tchétchène que pour la soldatesque russe, auront donc modifié en profondeur la société et le lien armée-nation. Les orientations affirmées que le gouvernement Poutine entend imposer à l'institution militaire en faveur du service alternatif en sont d'ailleurs une démonstrative illustration.

Concluons cette seconde partie en affirmant que la Russie de la décennie quatre-vingt-dix aura eu bien des épreuves à traverser, que ce soit au plan économique, politique ou international, mais que peu d'évènements n'auront provoqué plus de bouleversements au sein de cette société, stigmatisée par les véritables révolutions que la chute de l'empire soviétique a engendrées, que ces deux conflits en Tchétchénie. Par le prisme de l'analyse qu'on peut en faire, apparaît le fait que ces guerres constituent tour à tour les facteurs de mutations profondes, comme lorsqu'elles permettent le réveil de la société civile ou qu'elles façonnent les relations entre armée et pouvoir, ou les révélateurs de ces changements, comme lorsque qu'elles voient se concrétiser sur leur théâtre les conséquences de ces mutations, en terme de conduite des opérations ou de politique de communication par exemple.



CONCLUSION

A l'heure où se termine l'étude qui a conduit à la rédaction du présent dossier, la situation sur le théâtre tchéchène, bien qu'annoncée comme étant sur le point de se normaliser⁶⁹ grâce à l'administration pro-russe en place, semble en réalité en train d'empirer⁷⁰. Il est difficile de connaître précisément les projets du gouvernement Poutine. Ce dernier souhaite-t-il profiter de « l'effet 11 septembre » et aller jusqu'au bout de l'éradication du « peuple de bandits et terroristes tchéchènes » en laissant se perpétrer les pratiques de pillage de ce petit pays qui profitent à tous (soldats comme oligarques), ou bien tente-t-il de préparer une solution négociée en sous-main⁷¹ tout en

⁶⁹ Multiplication d'annonces de terroristes arrêtés, d'armes saisies, déclarations d'intention de tenues d'élections d'ici à la fin de l'année si les réfugiés reviennent, annonces de retrait des troupes d'ici la fin de l'année 2002, ...

⁷⁰ Une réelle détérioration de la situation est en train de s'installer comprenant de nombreuses rafles et disparitions dans Groznyï et la poursuite des bombardements des villes et des civils comme l'annonce, entre autre le journal *Le Monde*, dans son numéro du 25 janvier 2002. En outre, une des rares ONG présente sur le terrain, Médecins sans frontières, a dénoncé devant le conseil de l'Europe la politique de non-assistance à personnes en danger que pratique la Russie devant l'exode de près de 1200 tchéchènes par semaine qui fuient cette recrudescence de violence en direction de l'Ingouchie voisine.

⁷¹ D'après JONSON Anna dans la revue *The Analyst* du 16 janvier 2002, V. Poutine serait en train de préparer une sortie honorable du conflit en reconnaissant de facto le statut d'indépendance de la Tchétchénie inscrit dans les accords de Khassaviourt et en légitimant totalement l'administration pro-Moscou qui serait prête en retour à accepter son intégration dans la Fédération en vertu d'une loi fraîchement votée.

affichant une fermeté de façade afin de ne pas montrer de revirement trop brutal devant des militaires toujours aussi convaincus du bien fondé de la guerre ?

Une chose est sûre, au-delà des différences bien réelles qui la distinguent du premier conflit, cette dernière guerre de Tchétchénie, comme la précédente, s'éternise et modifie petit à petit la société russe. Certes toute guerre est accompagnée de son cortège de misère, d'injustice et d'horreur et le temps où certaines nations, qui se font aujourd'hui les héros des droits de l'homme, usaient des mêmes méthodes, n'est pas si loin. Mais en l'occurrence, le monde a changé et malgré cela, un pays et la majeure partie de son peuple, les Tchétchènes non impliqués dans les actions terroristes, sont sauvagement sacrifiés sur l'autel d'intérêts divers qui les dépassent.

Il est alors légitime de se demander quand et d'où proviendra l'issue de cette guerre. De la société civile qui, se regroupant derrière des associations non gouvernementales du type de celles dont on a parlé plus haut, parviendrait à infléchir la politique du président et de ses responsables militaires à la veille d'échéances électorales ? Ou de la pression d'une partie de la communauté internationale ? Malheureusement, même si les conditions sont réunies pour qu'elle le fasse⁷², l'opinion internationale ne se mobilise pas et le sentiment qui l'anime majoritairement reste que la guerre de Tchétchénie est du ressort des affaires intérieures russes. De plus, depuis que, le 11 septembre 2001, l'occident a vacillé sur ses bases et s'est lancé d'un commun accord dans une vaste campagne d'éradication du terrorisme international dont V. Poutine a su avec beaucoup de pragmatisme tirer partie, on voit mal comment ce sentiment pourrait se dissiper. Cela est encore plus vrai aujourd'hui que le différend israélo-palestinien, potentiellement plus inquiétant pour l'avenir du monde que les problèmes liés à l'indépendance d'une petite république caucasienne, embrase à nouveau le Proche-Orient. Il est clair en tout cas pour les dirigeants occidentaux qu'il est plus important aujourd'hui de ménager V. Poutine et de s'en faire un allié dans les luttes à venir que de faire acte d'ingérence dans sa politique intérieure, fût-ce pour la défense des droits de l'homme.

Cette conclusion est donc pessimiste pour le court terme mais sur le moyen ou plus long terme, si tant est que la situation mondiale s'apaise sur le front du terrorisme, il n'est pas interdit de penser qu'il devienne évident que le poids de ce conflit finira par

⁷² En effet, les nombreux témoignages des trop rares journalistes et ONG - comme celle mentionnée supra - qui ont réussi à pénétrer sur le théâtre devraient logiquement conduire à des enquêtes sur les violations des droits de l'homme, par des organismes comme l'OSCE par exemple.

être trop lourd et que la voix de la sagesse parviendra un jour à s'imposer à tous afin que toutes les victimes, passées ou potentielles, voient leurs intérêts reconnus. Car même s'il ne faut pas oublier les responsabilités que de nombreux chefs ou hommes politiques tchéchènes portent quant à la réaction brutale de la Russie dans chacun des deux conflits, force est de constater que cette brutalité continue de s'exercer aussi à l'encontre de nombreux innocents et que la Russie elle-même a d'ores et déjà payé un trop lourd tribut à cette guerre.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- SAPIR Jacques, *Le chaos russe*, Paris, La découverte, 1996
- BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir.), *La politique de sécurité de la Russie*, Paris, ellipses, 2000
- BRUNOT P. et AVIOUTSKII V., « La Tchétchénie », *Que sais-je ?*, n° 3332, 1998
- *Annuaire français de relations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2001
- LEVADA Iouri, « La guerre en Tchétchénie et la société russe avant et après le 11 septembre 2001 », mémoire réalisé pour *l'Observatoire européen de géopolitique*, décembre 2001
- MARTI serge (dir), *Le bilan du Monde*, Le Monde, 2002

OUVRAGES EN ANGLAIS

- ALLISON Roy & BLUTH Christoph (ed), *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, Londres, RIIA, 1998
- Major Robert D.EVANS, *Russian Airpower in the Second Chechen War*, USAF, School of Advanced Military Studies, 2001

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- NOVATOVA Ania, « L'information sous pression », *Télérama*, n°2709, 12 décembre 2001
- FERRO Marc, « Une société à trois vitesses », *Télérama*, n°2709, 12 décembre 2001
- DE FEN Montaigne, « L'envol de la Russie », *National Geographic*, n°26, novembre 2001
- FACON Isabelle, « Vladimir Poutine face à son armée », *Les informations de sofarus*, n° 4, avril 2001
- FACON Isabelle, « Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », *défense*, n° 91, février 2001, pp.52-55.
- SERRANO Silvia, LE HUEROU Anne, « La Tchétchénie, miroir de la société russe », *Manière de voir*, n° 55, janv/fév. 2001.
- RADVANYI Jean, « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain », *Le Monde diplomatique*, octobre 2000
- RAMONET Ignacio, « Tchétchénie », *Le Monde diplomatique*, février 2000
- RADVANYI Jean, « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1999
- VIDAL Dominique, « Kosovo – Tchétchénie, deux poids deux mesures », *Le Monde diplomatique*, novembre 1999
- MALASHENKO Alexeï, « Du Daghestan à la Tchétchénie, escalade militaire et « péril islamiste » », *Le Monde diplomatique*, octobre 1999
- Nombreux articles du *Monde* et du *Figaro*

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- SPERLING Valerie, « Opposition to the War in Chechnya : Antimilitarist Organizing in Russia », *Program on New Approaches to Russian Security*, Policy Memo 224, décembre 2001
- Dr M A SMITH, « A Russian Domestic Policy Chronology : January-March 2001 », *Conflict Studies Research Centre*, avril 2001
- BAEV Pavel, « Will Russia Go for a Military Victory in Chechnya ? », *Program on New Approaches to Russian Security*, Policy Memo 107, février 2000
- BUSZA Eva, « Chechnya : the Military's Golden Opportunity to Emerge as an Important Political Player in Russia », *Program on New Approaches to Russian Security*, Policy Memo 98, décembre 1999
- KRAMER Mark, « Civil-Military Relations in Russia and the Chechnya Conflict », *Program on New Approaches to Russian Security*, Policy Memo 99, décembre 1999
- Dr M A SMITH, « The Second Chechen War : The All-Russian Context », *Conflict Studies Research Centre*
- Dr T R W WATERS, « Human Rights in Chechnya – A Lost Cause ? », *Conflict Studies Research Centre*

SOURCES INTERNET

- GORDADZE Thornike, « Le who's who des commandants et des hommes politiques tchéchènes », <http://www.ceri-sciences-po.org>
- JONSSON Anna, « Is Putin Preparing the Ground for a « Solution » to the Chechen Issue ? », <http://www.64.4.14.250/cgi-bin>, 16 janvier 2002
- Russian information Agency Novosti, <http://www.fr.rian.ru/rian>
- Le Monde diplomatique : <http://www.monde-diplomatique.fr>
- Conflict Studies Research Center : <http://www.ppc.pims.org/Projects/csrc>
- Program on New Approaches to Russian Security : <http://www.csis.org/ruseura/ponars>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
I PREMIÈRE PARTIE : COMPARAISON ENTRE LES DEUX CONFLITS	3
I.1 MOTIVATIONS D'ENGAGEMENT :	3
I.1.1 <i>Au plan sécuritaire</i> :	3
I.1.2 <i>Au plan géostratégique</i> :	5
I.1.3 <i>Au plan militaire</i> :	6
I.1.4 <i>Au plan politique</i> :	7
I.2 RAPPORTS DE FORCE :	10
I.2.1 <i>Préparation des forces</i> :	10
I.2.2 <i>Hommes, équipements</i> :	11
I.2.3 <i>Cohérence organisationnelle</i> :	14
I.3 CONDUITE DES OPERATIONS :	15
I.3.1 <i>Aux plans doctrinal et stratégique</i> :	15
I.3.2 <i>Au plan opératif</i> :	18
I.3.3 <i>Au plan tactique</i> :	20
II SECONDE PARTIE : IMPACTS SUR LA SOCIÉTÉ RUSSE	23
II.1 CONTEXTE GENERAL :	23
II.1.1 <i>Situation économique et sociale</i> :	23
II.1.2 <i>Politique intérieure</i> :	24
II.2 LES CONFLITS EN TCHETCHENIE, PRETEXTES A UN VERROUILLAGE DE L'INFORMATION :	25
II.3 IMBRICATIONS DES DEUX CONFLITS ET DES RELATIONS ARMÉE-POUVOIR :	28
II.4 LA SOCIÉTÉ CIVILE RUSSE AU SECOURS DE LA POPULATION TCHETCHÈNE ? :	31
CONCLUSION	34